

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a présenté une nouvelle initiative à l'échelle continentale sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes à la Septième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique et de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine, à Abuja, au Nigéria, du 25 au 30 mars 2014; les ministres ont salué et approuvé avec enthousiasme l'initiative.

L'initiative soutiendra la vision de la CEA pour la transformation sociale et économique de l'Afrique par la promotion d'une pleine reconnaissance du rôle essentiel et de la contribution de la femme dans la sphère socio-économique et en améliorera leur pleine intégration dans la prise de décision.

Thokozile Ruzvidzo, coordonnatrice du centre africain pour le genre de la CEA déclare: «Cette initiative tient à la reconnaissance qui a soutenu que la transformation structurelle du continent ne peut être réalisée que si les interconnexions positives entre le développement socio-économique de transformation, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont pleinement reflétées dans les politiques et programmes».

Les activités seront axées sur trois domaines interdépendants: (1) l'autonomisation économique des femmes, (2) les droits de l'homme et (3) les services sociaux équitables. La promotion de l'entrepreneuriat féminin aura lieu principalement dans les secteurs de l'agriculture et des mines.

Les ministres ont noté que le travail reproductif et productif des femmes est sous-évalué. Comme les prestataires de soins bénévoles, les femmes jouent un rôle essentiel à stimuler et développer le capital humain de l'Afrique. Les femmes sont aussi des acteurs clés dans les secteurs de production, notamment l'agriculture et les industries d'extraction. Toutefois, leurs contributions significatives ne sont pas pleinement reconnues ou valorisées. Faute de reconnaissance que les femmes sont majoritaires dans les économies informelles, où les statistiques fiables sont difficiles à rassembler contribue à ce phénomène. Pourtant, les pays ne recueillent pas systématiquement les statistiques d'emploi du temps pour aborder les conséquences de la politique des prestations de soins non rémunérées et de son compromis socio-économique large. Les ministres ont souligné donc la nécessité d'institutionnaliser la collecte et l'analyse systématiques des données sensibles au genre pour informer les politiques.

Cet effort est mené par le Centre africain pour le genre, de la CEA, qui soutient les États membres à élaborer et à mettre en œuvre une politique sensible au genre à travers la recherche et le développement de meilleurs outils. En ce qui concerne cette initiative, le Centre se concentrera sur la réalisation d'une recherche empirique et secondaire sur le statut des femmes au foyer, aux niveaux local, national et international vis-à-vis de la protection sociale, la santé sexuelle et de reproduction et aux droits y afférents, la violence contre les femmes, les droits fonciers des femmes et la participation à la prise de décision.

L'initiative a été présentée par Mme Takyiwaa Manuh, Directrice de la Division de la politique du développement social de la CEA. Mme Manuh souligne les progrès réalisés par les États africains, tout en mettant en exergue les principaux domaines de progrès. Il est prévu que la nouvelle initiative permette également d'améliorer la capacité des États membres à atteindre les objectifs des différents engagements mondiaux et régionaux en matière d'égalité des sexes auxquels ils sont signataires.

Pour un meilleur usage des connaissances et des ressources, le Centre africain pour le genre travaillera avec des partenaires dans le secteur privé et avec d'autres institutions des Nations Unies, notamment le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes).

Source : allAfrica